



L'attractivité de la France selon les responsables des sociétés étrangères installées en France

Principaux enseignements du sondage réalisé par Ipsos pour la 14^{ème} édition des Etats de la France - Novembre 2019

*A mi-mandat du quinquennat d'Emmanuel Macron, la quatorzième édition des Etats de la France confirme l'amélioration de l'attractivité de la France auprès des responsables d'entreprises étrangères implantées dans l'Hexagone, mise en lumière depuis 2017. Si le mouvement des « gilets jaunes » a eu un impact sur l'image de la France, celui-ci semble limité et ne remet pas en question la tendance de fond, notamment en raison d'une **politique gouvernementale favorablement jugée**. Tels sont les principaux enseignements du sondage qu'Ipsos a réalisé sur l'attractivité de la France auprès de 200 responsables de sociétés étrangères de plus de 250 salariés implantées en France, entre le 25 septembre et le 5 novembre 2019.*

Une perception de la France par les dirigeants d'entreprises étrangères qui reste globalement très favorable

La dynamique positive qui s'était mise en place dès l'élection d'Emmanuel Macron reste globalement d'actualité, malgré un léger recul sur certains indicateurs. Ainsi, alors qu'en 2016 seuls 27% des responsables interrogés estimaient que leurs sièges mondiaux avaient **une image positive de la France, 60% partagent aujourd'hui cette opinion**. Si ce chiffre est en baisse de 7 points par rapport à l'an dernier, il n'en reste pas moins très satisfaisant et largement supérieur aux niveaux mesurés sous le quinquennat précédent (21% à 27%).

La tendance est même encore plus favorable quand on ne se concentre pas exclusivement sur l'opinion des entreprises des sondés : **plus de huit responsables interrogés sur dix (84%) jugent que de manière générale « la France est aujourd'hui un pays attractif pour les entreprises », soit une hausse de 10 points** en un an et, au total, de 48 points depuis 2016. De plus, **81% pensent que leurs maisons-mères vont investir davantage en France dans les années à venir, en hausse de 9 points en un an**. Il est donc clair que la dynamique positive enclenchée depuis l'élection présidentielle reste aujourd'hui d'actualité aux yeux des dirigeants économiques. De fait, 86% des responsables disent que leur opinion vis-à-vis de la France depuis mai 2017 s'est améliorée, dont 25% qui affirment même qu'elle s'est fortement améliorée.

L'impact du mouvement des « gilets jaunes » sur l'image de la France semble contenu

Ce constat globalement très positif ne doit toutefois pas masquer l'impact du mouvement des « gilets jaunes » sur l'image de la France. Ainsi, si la majorité (**61%**) des dirigeants interrogés affirment que le contexte social de l'année écoulée n'a pas « *conduit leurs maisons-mères à reconsidérer des projets de développement en France* », **39% sont d'un avis inverse**. Par ailleurs, si on demande aux responsables



leur opinion sur l'évolution du regard de leurs sièges mondiaux sur la France au cours des douze derniers mois, le bilan est somme toute mitigé : 33% estiment que leur perception s'est améliorée, 44% jugent au contraire qu'elle s'est dégradée, sans doute en partie du fait d'un mouvement des « gilets jaunes » largement médiatisé à l'étranger.

Les responsables d'entreprises étrangères implantées en France jugent toutefois **positivement les actions et mesures prises par le Gouvernement pour sortir de la crise sociale de l'hiver dernier** : 57% estiment qu'elles ont eu des conséquences positives sur l'attractivité de la France, contre seulement 16% qui jugent qu'elles ont eu des conséquences négatives.

Une politique gouvernementale favorablement jugée...

Plus largement, ce sont avant tout les mesures prises par le Gouvernement depuis 2017 qui ont permis l'amélioration de l'attractivité de la France : **98% des responsables interrogés disent que les réformes engagées pour « améliorer l'attractivité de la France vont dans le bon sens »**, soit le niveau le plus élevé mesuré depuis le lancement du baromètre. Plus généralement, ils estiment à 67% que leurs maisons-mères dressent un bilan positif de la présidence Macron (contre 2% seulement pour qui le bilan est négatif), un chiffre en recul depuis un an (-8 points) mais qui reste néanmoins élevé.

Dans le détail, **l'action menée par le gouvernement en faveur des entreprises est très largement saluée. C'est notamment le cas des mesures fiscales** : 94% sont de cette opinion en ce qui concerne « la réduction du taux de l'impôt sur les sociétés », 93% pour « la transformation du CICE en baisse de charges », 70% pour « l'augmentation de la CSG et la suppression des cotisations salariales maladie et chômage » ou encore 67% pour « la suppression de l'ISF et la création de l'IFI ». **Les réformes sociales sont aussi saluées** : 82% pensent que « la réforme de l'assurance chômage » va améliorer l'attractivité de la France, de même que « la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage » (77%), « la réforme des retraites » (70%) ou « le développement de l'épargne salariale » (63%).

A noter toutefois qu'un répondant sur deux estime que « le rythme des réformes engagées par le Gouvernement » n'est « pas assez rapide », un chiffre qui est toutefois en net recul par rapport à l'an dernier (-15 points) – 49% jugent que le rythme des réformes est le bon ; on voit ici que l'adoption par l'exécutif d'un mode de fonctionnement moins « vertical » et plus « à l'écoute » depuis le « grand débat national » n'a pas eu d'impact négatif. On constate enfin que **les priorités en matière de futures réformes concernent, aux yeux des responsables interrogés, des sujets liés à « la réduction du coût du travail » (70%), à « la stabilité juridique et fiscale » (58%), à la « poursuite du déverrouillage du marché du travail » (48%) et au « renforcement de la compétitivité fiscale » (41%).**

... et un contexte international tendu qui a particulièrement affecté l'attractivité de certains pays concurrents

Au-delà de la politique mise en place par la majorité au pouvoir depuis 2017, le contexte international joue positivement du fait de l'incertitude politique forte dans plusieurs pays. Ainsi, 76% des responsables d'entreprises implantées en France jugent que l'image de la France par rapport au Royaume-Uni s'est améliorée depuis un an, **signe que l'impact du Brexit reste fort aux yeux des leaders économiques**. Même constat par rapport à l'Italie (63%) et en Allemagne (46%).